

Sept-Deniers. Les associations ont manifesté hier pour être entendues.

Le débat sera rouvert



Une manifestation pour exprimer sa détermination. Photo DDM, Th. G.

Les associations de quartier, comme promis ont manifesté leur colère vendredi 21 avril dès le début de l'après-midi route de Blagnac devant la mairie annexe en réaffirmant leur détermination à être partie prenante des choix qui détermineront l'avenir de leur quartier et la qualité de leur vie.

« La démocratie participative ne fonctionne pas, c'est une réalité, quoiqu'en disent nos élus, rage le collectif d'associations. Nous sommes face à des personnes qui n'ont pas compris que la démocratie participative, c'est avant tout d'écouter la population, ses besoins, ses attentes. Il faudra bien qu'un jour, ils admettent que si le vote des électeurs leur a donné des droits, ils ont également des devoirs ». Les futurs uti-

lisateurs et différents partenaires du projet Espace JOB (associations de quartiers, MJC des Amiédonniers et association Music'Halle, soutenue par l'association « Après Job ») ont interpellé les habitants du quartier. « Il est hors de question de baisser les bras aujourd'hui, ajoutent-ils. Après avoir travaillé de longues années sur un projet répondant aux aspirations de toute une population, nous ne pouvons nous résoudre à accepter le silence des élus ». À l'issue de la manifestation, François Chollet, maire adjoint décidait de proposer une réunion le mardi 2 mai à tous les partenaires au Capitole. « Faut-il y entrevoir une ouverture, se demandaient les associations, nous espérons vivement pouvoir ouvrir le débat et entamer une

sortie de crise ». Nul doute que pour beaucoup, ce tour de table apparaisse comme le moyen de trouver une redistribution des m2 qui apaiserait bien les esprits. Mais pour cela, chacun devra revoir sa copie. Le conseil général représenté par Jean-Michel Fabre et régional, par Thierry Suaud, apportaient leur soutien à cette manifestation. Thierry Suaud, se faisant le porte-parole du président Martin Malvy, déclarait : « Si le dossier proposé par le Grand Toulouse reçoit le soutien des habitants et des associations, notamment au niveau du contenu culturel du projet, la Région le soutiendra naturellement dans le programme de la seconde année du contrat d'agglomération ».

Thierry Gausserand